



## Réouverture des établissements scolaires de Seine-et-Marne le 11 mai : pourquoi annoncer une date si rapprochée sans garantie ?

Nous, représentants des personnels, des parents d'élèves, des lycéen.nes et des étudiant.es, vous alertons sur les risques d'une réouverture des établissements scolaire à la date prématurée du 11 mai. Cette date ne nous paraît pas raisonnable, et ce pour 3 raisons :

**Sur le plan de la santé d'abord et surtout**, la réouverture le 11 mai même partielle est une prise de risques pour les enfants, les personnels, et leurs proches. Les établissements scolaires ont été les premiers à être fermés, et pour des raisons de santé publique. Ils ne doivent donc rouvrir que si les conditions sanitaires sont garanties. Nous ne sommes pas compétents en matière de santé, mais nous constatons que cette reprise le 11 mai est jugée inutile et dangereuse par plusieurs institutions représentatives des professionnels de la santé. Cela est d'autant plus inquiétant dans notre région, l'Ile de France ayant été avec le Grand Est la région la plus touchée par la pandémie, ce qui s'est traduit par un nombre de décès très élevé et des hôpitaux surchargés dans le 77. **Trop risquée pour notre département en l'état actuel et pour cette date, une reprise ne serait de toutes façons possible qu'à condition d'être suffisamment organisée et préparée.**

**Or nous ne sommes pas prêts**, et nous doutons que l'Education Nationale saura s'organiser en 2 semaines comme le laisse entendre Jean-Michel Blanquer. Il y a déjà un problème de méthode : le Président de la République a lancé une date-repère, et ensuite seulement le Ministère a commencé à préparer concrètement cette date. Preuve en est que le Ministre était incapable de donner des précisions sur les conditions réelles d'une réouverture des établissements scolaires, renvoyant systématiquement aux 2 semaines à venir et à « une concertation avec les partenaires sociaux ». La logique aurait été de dresser d'abord un protocole de reprise, puis de fixer une date en conséquence. Deux semaines ne suffiront pas : l'Education Nationale a eu toutes les peines du monde à s'adapter au confinement (accueil des enfants sans protection, fracture numérique, consignes contradictoires...), c'est-à-dire une situation simple par le nombre limité d'interactions. Comment pourrait-elle en 15 jours se préparer à une situation où les interactions vont à nouveau se multiplier entre individus ?

Nous pensons qu'une réouverture des écoles, collèges et lycées pose comme préalable :

- Une politique massive de dépistage des cas positifs de Covid-19 par des tests diagnostiques, ainsi que des tests sérologiques.
- La fourniture d'équipements de protection suffisants tant en quantité qu'en qualité (masques FFP2, gel hydroalcoolique) et la mise en place d'un plan quotidien de désinfection des locaux.
- L'assurance que l'employeur reconnaîtra l'imputabilité au service de toute contamination d'un agent en exercice.

Ce préalable étant posé, d'autres questions se posent et exigent des réponses en amont. Chaque jour en effet de nouvelles questions surgissent : au-delà de la présence effective des matériel de protection, des tests, comment se passeraient les transports scolaires ? Y aurait-il une restauration scolaire ? Les récréations se dérouleraient-elles au même moment ? Et avec quels personnels de vie scolaire ? Dans quelles conditions les élèves pourraient-ils accéder aux sanitaires ? Comment travailleraient les AESH, par définition à moins d'1

mètre de l'élève qu'elles accompagnent ? Comment se dérouleraient l'accueil et la sortie des classes, qui sont des moments de fortes concentrations de population ? Quels personnels reprendraient le travail, et à quelles conditions ? Qu'est-il prévu pour les enfants qui ont des problèmes de santé (asthme par exemple) ou dont les proches sont personnes à risque ? **Le sujet est trop grave pour, encore une fois, s'organiser dans l'urgence : préparons-nous, et ouvrons quand nous sommes prêts.**

**Enfin l'argument de la lutte contre les inégalités scolaires nous paraît artificieux.** Le Président de la République avait argué de l'urgence sanitaire pour fermer les écoles, collèges, lycées et universités. On pouvait s'attendre à ce qu'il utilise le même registre pour justifier le maintien de ces fermetures. Pourtant c'est un autre argument qu'il a mis en avant, pour au contraire expliquer la nécessité de rouvrir au plus vite : il ne faut pas creuser davantage les inégalités. Comment ne pas être sensible à un tel argument, nous qui avec les lycéen.nes, les étudiant.es, les parents d'élèves ou les personnels nous battons quotidiennement et dans chaque instance pour réduire les inégalités à l'école ? En présentant la réouverture au 11 mai pour lutter contre les inégalités scolaires, le Président a donc reconnu les limites de la « continuité pédagogique », et pour ainsi dire son caractère inégalitaire, que nous avons déjà dénoncé. Pour nous, ce n'est pas seulement en période de crise aigue que nous nous intéressons aux inégalités scolaires et sociales, et cette inquiétude soudaine nous fait douter de sa sincérité...et de sa pérennité, quand la phase la plus critique de la pandémie sera passée. Enfin les conditions mêmes d'une reprise, telles qu'elles apparaissent dans les discours flous du Ministre, ne garantissent pas à nos yeux que les élèves concernés seront véritablement aidés. Dans une reprise partielle, progressive, non obligatoire...rien ne garantit que les enfants les plus en difficulté seront effectivement présents. Jean-Michel Blanquer parle de petits groupes, mais dans certaines écoles c'est presque toute la classe qui est en difficulté : quels élèves seront choisis ? Et si certains parents ont peur de scolariser leurs enfants, ce que nous comprenons, comment aider ces élèves qui resteront en travail à la maison ? A-t-on la garantie que tous les élèves en difficulté seront aidés, ou faut-il se résoudre à seulement aider ceux qui peuvent ou veulent venir ? Il faudra aider ces élèves sur un temps de classe obligatoire, quand les conditions sanitaires le permettront. Et il faudra le faire de manière pérenne, avec des moyens supplémentaires (baisse significative des effectifs par classe, renforcement des RASEDs, recrutement massif de personnels enseignants, de vie scolaire et AESH, d'infirmiers-ères...) : la lutte contre les inégalités ne se joue pas qu'en mai et juin 2020, dans l'urgence. **Cet argument sur les injustices sociales masque mal le second argument donné par M. Macron lors de son allocution : garder les enfants pour permettre aux parents de reprendre une activité et relancer la croissance. C'est faire primer l'économie sur la santé de la population. Nous ne l'acceptons pas. Nous attirons enfin votre attention sur ce point : une reprise trop précoce risque de briser le lien de confiance entre les parents et l'institution (l'Education Nationale protège-t-elle les enfants qu'elle accueille, ainsi que leur famille?), et ce durablement.**

### **Comprenons-nous bien.**

**Les personnels ont envie de reprendre ; les enfants, les parents ont envie que l'école recommence ; toute la communauté éducative veut se retrouver, et continuer son travail.**

**Vite. Mais pas à n'importe quelles conditions.**

***Si ces conditions n'étaient pas remplies, les risques encourus par les élèves, les personnels, et la population devront conduire à différer l'ouverture des écoles et des établissements scolaires prévue à partir du 11 mai.***